l'Humanité rouge

Prolétaires de tous les pays, nations et peuples opprimés, unissez-vous !

QUOTIDIEN DES COMMUNISTES MARXISTES-LÉNINISTES DE FRANCE

vendredi 1e octobre 1976

No 537

1,50 F

B.P. 61
75861 Paris Cedex 18
CCP 30 226 72
La Source

Commission paritaire No 57952

Liban

Devant la poursuite de l'offensive syrienne

CONVOCATION URGENTE D'UN SOMMET ARABE

Des rumeurs de cessez-le-feu circulaient mercredi soir au Liban mais elles n'ont toujours pas reçu de confirmation officielle. La «bataille de la montagne» déclenchée à la suite de l'offensive syrienne dans la région continue à faire rage et plusieurs positions tenues par les forces palestiniennes seraient dans une situation critique ou auraient déjà été abandonnées, sous la pression conjuguée des troupes syriennes et des milices phalangistes.

Yasser Arafat, responsable de l'OLP a adressé un message urgent au chef d'Etat égyptien Anouar el Sadate, soulignant que la situation était «très critique» et que les missiles syriens «ne cessent de tomber sur les positions de la Résistance palestinienne». Il réclame également avec insistance la convocation «le plus vite possible d'un sommet arabe, sous quelque forme que ce soit, car les heures qui viennent sont très critiques pour la Résistance palestinienne».

Le président Sadate a répondu immédiatement à cette demande et le comité national égyptien qu'il préside a demandé la convocation d'un 6e sommet arabe dans les prochaines 48 heures. Il a notamment déclaré : «Aucune solution autre que libanaise ne pourra régler la crise libanaise. Nous ne permettrons jamais que la Résistance palestinienne soit tuée».

Le président libanais Elias Sarkis, qui affirme ne pas avoir été prévenu de l'offensive syrienne, déploie d'intenses efforts pour faire cesser les combats. Il est en contact permanent avec Yasser Arafat et propose un projet de solution en deux points : cessez-le-feu et réunion pour examiner les retraits de la montagne de toutes les parties en présence et leur remplacement par les «casques verts» de la force de paix arabe dans la région.

Norvège

MANIFESTATION POPULAIRE CONTRE LES ESSAIS DE MISSILES SOVIETIQUES

Plus de 300 Norvégiens ont manifesté ces jours-ci devant le Parlement d'Oslo pour protester contre les essais de missiles soviétiques en mer des Barents.

Prenant la parole à ce rassemblement, John Nichelet, dirigeant du Parti communiste des ouvriers de Norvège (marxiste-léniniste), a condamné énergiquement le social-impérialisme soviétique pour sa politique hégémonique, en particulier ses menaces et provocations délibérées contre la Norvège.

Son intervention a dénoncé la tentative de l'URSS de s'emparer des eaux territoriales norvégiennes pour y piller les richesses en poissons et en minerais. Mais elle a surtout mis en valeur l'objectif des Russes de parvenir à contrôler les eaux du Nord, permettant à la flotte soviétique d'entrer dans l;Atlantique nord dans le cadre de sa rivalité avec l'impérialisme US.

L'appel qu'il a renouvelé à la classe ouvrière et au peuple norvégien de passer à l'action pour défendre la souveraineté de la Norvège rencontre un écho croissant dans le pays.

Qu'est-ce qui «inquiète» le révisionnisme soviétique au Liban

COMMENTAIRE DE L'AGENCE CHINE NOUVELLE

Les sociaux-impérialistes soviétiques, qui ont semé la discorde entre les parties engagées dans le conflit armé du Liban, ont clamé récemment dans un article du commentateur de la «Pravda» qu'une «paix» devait être instaurée au Liban par les «Libanais eux-mêmes sans aucune pression extérieure et dans l'intérêt du maintien de l'indépendance nationale et de l'unité territoriale de leur pays.» Dans cet article, la «Pravda» fait semblant de «se soucier» de l'unité des Arabes et leur a conseillé d'éviter l'«isolement» et «l'auto-destruction».

L'Union soviétique se soucie-t-elle réellement de la paix et de l'unité au Liban ? Tout en parlant à profusion de son «souci» de cette paix et de cette unité, l'Union soviétique se dispute fiévreusement avec les impérialiste américains qui cherchent par tous les moyens à maintenir leurs intérêts acquis dans le pays, en vue de faire du Liban sa sphère d'influence. C'est ce qui a plongé ce pays dans le chaos.

En même temps qu'elle affirme que les Arabes doivent éviter «l'isolement» et «l'auto-destruction», l'Union soviétique déchaîne les troubles et la dissension entre les deux factions combattantes au Liban, en soutenant ouvertement une tout en fournissant secrètement des armes à l'autre elle incite donc une partie à éliminer l'autre, dans le but de pécher en eau trouble.

(suite p.2)

Giscard au secours du plan Barre

Dans son allocution de mercredi soir, Giscard d'Estaing s'est efforcé de rassurer. Se livrant à ses habituels tours de passe-passe, il a déclaré qu'avant l'automne 1973 eh bien ma foi ça allait bien ; puis la crise est survenue du fait de la hausse du pétrole ! C'est là pour le moins une version éculée qui ne tient guère compte des réalités. Ce n'est pas depuis trois ans que le capitalisme est malade, mais depuis qu'il a atteint son stade suprême : l'impérialisme.

Depuis 60 ans, il a déjà essayé par deux fois de résoudre ses contradictions par la guerre. Et de plan Pinay en plan Barre, en passant par Giscard, il a toujours eu et ne peut qu'avoir comme politique de faire payer la crise aux masses travailleuses. Giscard a pour la énième fois appelé à «l'effort de tous» cette fois pour assurer le succès du plan Barre. Pour cela, un refrain devenu habituel : exploiteurs et exploités tous unis pour défendre l'État capitaliste, c'est cela l'intérêt national. Il a résumé en trois mots la politique gouvernementale : équilibre, stabilité et justice ; d'après le contenu du plan Barre cela se traduit par : démagogie, électoralisme, austérité et injustice. Bien sûr il s'est défendu de préparer la campagne électorale ; mais pourquoi en parler si cela ne se pose pas?

Comme Chirac qui voyait toujours le bout du tunnel sans jamais l'atteindre, Giscard nous promet qu'*«au printemps 1977, on verra apparaître les premiers résultats et, dans la deuxième moitié de l'année, la France rejoindra le peloton de tête des quelques pays qui ont su se guérir de la hausse des prix et qui conduisent le développement économique mondial.»* Mais à quoi sert de promettre la lune quand on est incapable de l'attraper sinon à tromper le peuple ?

(Suite p. 3)

AU SOMMAIRE

- Les capitalistes vendent l'indépendance nationale p.3
- Comment soutenir les grévistes de la Sonacotra p.4
- Le projet super-Phénix en question p.6
- L'Espagne qui change p.8

Le peuple soudanais condamne les crimes soviétiques

Une exposition sur le complot de subversion armée contre le régime soudanais a été organisée à Khartoum du 14 août au 27 septembre. Elle a reçue plus de 250 000 visiteurs exprimant leur colère contre les crimes du social-impérialisme soviétique contre le peuple soudanais.

L'exposition présentaient un grand nombre d'armes et de munitions soviétiques – dont des canons anti-tank RPG-7V, des mitrailleu se Kla Shenkov et des fusils mitrailleurs soviétiques capturés, au début du mois de juillet, des mains des comploteurs. Certains chefs de file des ces derniers ont d'ailleurs avancés, après leur arrestation, que s'ils avaient réussis leur coup, leur régime aurait «immédiatement été reconnu par une puissance».

Un officier des forces armées populaires du Soudan, commentant cette exposition, a déclaré au correspondant de l'Agence «Chine nouvelle» : «L'Union soviétique est l'archi criminelle de la conspiration de subversion armée du 2 juillet. C'est l'Union soviétique qui a tramé ce complot et fourni des armes sophistiquées aux envahisseurs,. Quand les Egyptiens avaient un grand besion de ces armes dans le combat contre les ennemis israeliens, l'Union soviétique a refusé de lui en fournir...!

L'URSS a non seulement tramé et soutenu le complot du 2 juillet de cette année, mais elle avait aussi soutenu la conspiration du 19 juillet 1971 contre le gouvernement soudanais. La clique dirigeante soviétique est très rusée. Elle nourrit des ambitions criminelles».

C'est également l'avis qu'exprimait avec bien d'autres Soudanais, l'ouvrier Osman Awad qui affirmait, après avoir visité l'exposition : «L'URSS a équipé les réactionnaires avec des armes modernes pour massacrer notre peuple. Cela montre que l'URSS n'est nullement différente de l'impérialisme. L'URSS est l'impérialisme».

Italie

Puissante manifestation contre l'ingérence des deux superpuissances au Moyen-orient

Des dizaines de milliers d'Italiens ont organisé le 25 septembre à Rome une gigantesque manifestation clôturée par un meeting pour protester contre l'intervention des deux superpuissances au Moyen-Orient et soutenir la juste lutte du peuple palestinien.

Ouvriers, employés, étudiants venus de diverses régions d'Italie, ainsi que des étudiants originaires des pays arabes et d'autres pays faisant leurs études en Italie y ont participé.

Les manifestants portaient des centaines de drapeaux rouges et des banderoles sur lesquelles on lisait: «Tenons nous aux côtés de la Résistance palestinienne dans la lutte contre les deux superpuissances !», «Non à l'intervention américaine et soviétique en Méditerranée» «Les superpuissances, hors de la Méditerranée !», «Vive la lutte des peuples opprimés contre les impérialistes !»

La manifestation a défilé pendant plusieurs heures dans les rues de la capitale, scandant des mots d'ordre et chantant des chants révolutionnaires, avant de se terminer par un grand meeting.

500 000 OUVRIERS EN GREVE

Un demi-million d'ouvriers italiens sont en grève dans la région de Turin pour exiger le droit au travail.

Les grévistes appartenant à différentes branches, principalement la métallurgie, le textile, l'industrie chimique et le bâtiment, ont tenu rassemblements et manifestations.

Une autre grève de grande ampleur a été déclenchée à Gênes par des métallos qui ont manifesté dans les rues avec des pancartes exigeant du travail pour tous. Plusieurs usines de la ville sont occupées depuis plus de 400 jours. La semaine précédente, 800 000 travailleurs du commerce avaient organisé une grève nationale à l'occasion du renouvellement des contrats, portant ainsi à 60 heures la durée des arrêts de travail effectifs depuis le mois de mai.

Voilà qui témoigne de la combativité de la classe ouvrière que les promesses électorales, d'où qu'elles viennent, abusent de moins en moins.

Espagne

Bataille rangée à Guernica entre policiers et manifestants

Une bataille rangée a opposé, dans la ville basque de Guernica la garde civile et des manifestants qui protestaient contre l'arrestation de plusieurs personnes lundi à l'issue de la grève générale.

Les forces de répression, selon la même source, sont intervenues violemment dans les bars et cafétérias, en tirant des grenades fumigènes à l'intérieur des établissements. Les clients, chassés ont été ensuite violemment pris à partie et frappés à coup de matraque.

La garde civile a enfin tiré des balles en caoutchouc contre plusieurs fenêtres de la petite ville basque.

Plusieurs personnes ont été blessées, six autres arrêtées, certains propriétaires de bars et de cafétérias ont déposé plainte contre la garde civile.

«Q'est-ce qui «inquiète» le révisionnisme soviétique au Liban ?»

Suite de la page une.

L'Union soviétique clame bien haut qu'«aucun pays étranger ne devrait envoyer des troupes s'ingérer dans les affaires libanaises», mais parallèlement envoie un grand nombre de bâtiments de guerre à la porte du Liban aux fins de chantage militaire, ainsi que des officiers supérieurs au Moyen-Orient aux fins de séduction et de pression politiques.

D'un côté, elle prêche «l'élimination des différends par le dialogue», mais d'un autre, elle s'est démenée ces derniers mois pour saboter les efforts des pays arabes qui ont proposé de régler par leur médiation collective les différends entre toutes les factions aux prises dans le conflit libanais. Son objectif étant d'imposer sa propre médiation par elle-même, et d'étendre ainsi sa sphère d'influence.

Dans cet article de la Pravda, l'Union soviétique, continuant son abominable manœuvre de semer la discorde, condamne une faction pour son «recours aux manœuvres» et une autre pour son «refus de toute proposition de paix», puis rejette la responsabilité de la «prolongation de l'effusion de sang» sur les deux factions, tout en effaçant son propre crime : Celui d'avoir encouragé ce conflit armé.

Des faits innombrables prouvent que le Kremlin manifeste le plus grand intérêt à propos de la situation libanaise, mais ce qui l'intéresse réellement, c'est son infiltration, son expansion, son contrôle et son hégémonie plus que l'indépendance, la souveraineté, la paix et l'unité du Liban.

L'aggravation du conflit armé libanais trouve en premier lieu son origine dans l'intervention sauvage des deux superpuissances. Elles ont fait du Liban une nouvelle épreuve de force entre elles, et le problème libanais représente une manifestation saillante de leur rivalité au Moyen-Orient. Le préalable à la solution de la question libanaise est que les deux superpuissances cessent leur intervention et leur rivalité au Liban et qu'elles laissent les peuples arabes régler eux-mêmes leurs propres affaires.

L'ignoble comportement des révisionnistes soviétiques à propos du Liban révèle pleinement sa nature aventurière en même temps que sa faiblesse. Il y a peu, ils ont eu recours à la politique de la canonnière en vue d'exercer une menace de guerre et clamé qu'ils ne pouvaient pas ignorer le Liban et même qu'ils l'avaleraient tout entier.

Aujourd'hui où l'évolution de la situation libanaise a placé l'Union soviétique devant un dilemne, elle a fait volte-face et se présente comme un médiateur dans le conflit libanais, ce qui jette une lumière plus crue encore sur sa faiblesse.

Ces derniers mois, les nouveaux tsars ont essuyé une succession de revers au Moyen-Orient : ils ont échoué les uns après les autres : son complot de sabotage du sommet quadripartite réunissant l'Égypte, la Syrie, l'Arabie saoudite et le Koweit, sa subversion armée au Soudan, son intervention grossière dans l'achat d'armes par l'Iran en vue de renforcer sa défense nationale, sa tentative de pénétration en Jordanie en tirant avantage des contradictions entre la Jordanie et les États-Unis, ses efforts de sabotage des relations entre l'Égypte et la Lybie, etc.

Il est tout aussi évident qu'en ce qui concerne le Liban, le Kremlin en sera également pour ses frais.

Souvenirs photographiques du président Mao

La Révolution dans les arts et la culture a été le détonateur dont le président Mao s'est emparé pour impulser la Révolution culturelle ayant pour objectif de balayer la ligne révisionniste infiltrée jusque dans les organismes dirigeants de l'État et du Parti.

Ci-dessus en 1967, le président Mao reçoit tous les artistes après la représentation de la «Prise de la montagne du tigre», opéra de Pékin à thème révolutionnaire contemporain.

Le centre culturel Beaubourg

Un défi aux travailleurs

Le gigantesque et coûteux «Centre culturel Georges Pompidou» n'est pas encore inauguré – si tout va bien pour lui, il n'ouvrira ses portes qu'en janvier prochain – que déjà on semble préparer l'opinion à une nouvelle «affaire La Villette». Le coût final de cette énorme opération immobilière, en plein centre de Paris, n'est pas encore connu avec certitude, mais il est déjà évident que l'ardoise sera terriblement lourde. A la mesure du budget de fonctionnement prévu et qui coûterait la paille de 130 millions de francs lourds par an !

Tout ça pour satisfaire les goûts et les caprices d'une poignée de capitalistes triée sur le volet qui réclame ce gadget pour se régaler des manifestations «avant-gardistes» prévues dans ce temple de la culture bourgeoise.

Rien d'étonnant à ce que le parti révisionniste qui ambitionne d'être partie prenante à cette aventure s'insurge à l'idée d'en être privé.

C'est ainsi que Jacques Chambaz, député de Paris, membre du Bureau politique du PCF, vient de protester avec indignation contre les propos tenus par Françoise Giroud, annonçant un possible tour de vis des crédits alloués au centre. «Les propos de Mme le secrétaire d'État à la culture, vient-il de déclarer, témoignent d'un mépris insupportable à l'égard de tous ceux qui apportent leur compétence et leur talent pour que vive un nouveau centre d'art contemporain au cœur de Paris.»

Que cet art soit bourgeois, que les travailleurs de Paris n'aient rien à faire des manifestations de culture décadente dont le centre Pompidou sera le haut lieu, que cette coûteuse fantaisie des capitaliste ait été financée avec les profits extorqués sur leur dos, voilà qui n'inquiète visiblement pas M. le député révisionniste, tout prêt à partager les mêmes émois artistiques que Mme le secrétaire d'État à la culture !

Une déclaration hypocrite

Devant l'assemblée générale de l'ONU qui vient de s'ouvrir à New-York, le nouveau ministre des Affaires étrangères français, Louis de Guiringaud, vient de se livrer à des acrobaties oratoires pour tenter de faire croire que le gouvernement français se range aux côtés des peuples africains en lutte contre le colonialisme et le racisme.

La France, a-t-il osé affirmer, «rejette et condamne l'apartheid... Le fait qu'elle entretienne, comme d'autres pays, et sans doute moins que d'autres, des relations commerciales avec l'Afrique du Sud, ne saurait être interprété comme allant à l'encontre de sa position à l'égard de l'apartheid.»

Première nouvelle que cette prétendue position antiraciste du gouvernement français, fruit d'une grotesque contorsion. Les monopoles capitalistes français et leur État n'ont jusqu'ici pas fait la fine bouche sur les profits à réaliser avec les régimes racistes d'Afrique australe. Le gouvernement des monopoles ne s'est-il pas toujours soigneusement abstenu de voter les résolutions de l'ONU condamnant le régime raciste de Vorster ? N'entretient-il pas toujours les meilleures relations avec son gouvernement, refusant d'appliquer les consignes de boycott votées contre lui, lui fournissant abondamment armes, munitions, hélicoptères qui servent à maintenir sa féroce oppression contre les peuples africains ? Et même les centrales atomiques qu'il réclame !

Des représentants du tourisme sud-africain ne paradaient-ils pas encore récemment dans notre pays, sur invitation officielle du gouvernement français ?

Celui-ci sent le vent tourner en Afrique australe. Il s'apprête à retirer ses billes des régimes racistes pour tenter de les placer ailleurs. Mais les peuples n'ont pas la mémoire si courte que les capitalistes le pensent !

GISCARD AU SECOURS DU PLAN BARRE

(Suite de la p. 1)

Le systéme capitaliste ne peut pas aller en s'améliorant, jusqu'à ce qu'il soit détruit il y aura toujours des centaines de milliers de chômeurs, la violence quotidienne du capital, des riches et des pauvres, bref des exploités et des exploiteurs puisque c'est le fondement même du systéme.

Quant aux marchands de soupe du PCF, ils cherchent à exploiter la siutation, c'est à dire le légitime mécontentement des travailleurs. Les politicards bourgeois de «l'Union de la gauche» ont mis en batterie leurs moyens de propagande. Comme d'habitude ils se servent des appareils des organisations de masse qu'ils contrôlent (les confédérations CGT et CFDT) pour faire passer leurs mots d'ordre et appeler à une journée de gréve le 7 octobre. Bien sûr, ils bavardent sur la nécessité de sortir de la crise, sinon personne ne les suivrait, mais quel est leur objectif final ? Renforcer les illusions sur le Programme commun en vue des prochaines élections.

C'est pourquoi, tout en combattant la politique gouvernementale anti-populaire, ils nous faut insister sur la dénonciation du Programme commun qui en aucun cas, ne pourra amener les travailleurs à leur émancipation. Sans cette lutte politique fondamentale, le mouvement ouvrier et populaire ne pourra aller de l'avant et voir que pour en finir avec le capitalisme il n'y a pas trente six solutions : la bourgeoisie impose sa dictature par sa propre violence de classe, elle ne peut être balayée que par la violence révolutionnaire du prolétariat en armes, force principale et dirigeante de la révolution.

Lettre d'un lecteur

Les capitalistes vendent l'independance nationale

Camarades, je vous communique cette information dont j'ai pris connaissance en feuilletant un hebdomadaire «Investir», journal d'informations économiques et financières de la bourgeoisie (numéro du 10 mai).

Dans un article très bref nous apprenons que :

«Le 30 avril dans la soirée à Paris, Monsieur Souchkov, vice-ministre du Commerce extérieur de l'Union soviétique et Monsieur Philippe Thomas, président de Péchiney-Ugine-Kuhlmann, ont paraphé un accord général de coopération portant sur la construction d'une usine d'alumine d'une capacité de 1 millions de tonnes par an, située sur les bords de la mer Noire, d'une usine de production d'aluminium de 500 000 tonnes par an située en Sibérie centrale dans la région des monts Sayan, comportant également un atelier d'anodes précuites et de produits fluorés. Cet accord prévoit qu'en compensation des commandes soviétiques à Aluminium Pechiney, cette société achètera de l'aluminium à l'URSS.

A été signé vendredi l'accord attribuant la commande de l'usine d'alumine à la société Aluminium Pechiney, chef de file d'un consortium groupant Creusot-Loire Entreprise, Five-Cail-Babcock, Escher Wyss France et Lurgi SA.

Les contrats concernant les autres usines seront discutés ultérieurement»

En clair Pechiney exporte son capital en URSS où les investissements lui semble plus profitables dans l'immédiat. Que cette société jette sur le pavé des ouvriers français n'est pas pour la préoccuper. Le droit au travail et à une vie décente pour le travailleur, cela les capitalistes s'en moquent..

Mais en plus c'est en URSS, pays qui renforce sa course aux armements et se prépare peu à peu à agresser les peuples européens que PUK exporte ses capitaux. Une fois de plus ces bourgeois montrent qu'ils n'ont pour «horizon national que le sac» (selon l'expression de Cluseret, responsable de la défense militaire de la Commune de Paris). Car à quoi va servir cet aluminium ? L'aluminium est avec le titane le matériau de base de la construction aéronautique. Alors il n'y a plus aucun doute, si l'URSS désire produire plus d'aluminium ce n'est pas pour fabriquer plus de casseroles, mais bien pour augmenter le rythme de fabrication de ses avions de combat !

Cela, la CGT l'avait compris quand en 1937 elle dénonçait l'exportation massive de bauxite vers l'Allemagne par la compagnie Alais-Forges-Camargues (par élimination des impuretés on extrait de la bauxite l'alumine, produit qui est ensuite réduit par procédé électrique pour donner de l'aluminium).

Notons en ce qui concerne Pechiney que ce n'est pas la première fois que les dirigeants capitalistes de cette société passent des accords avec les pires réactionnaires pour faire fructifier leur capital : ainsi la production d'aluminium de ce groupe était passée de 34 000 tonnes en 1938 à 55 000 tonnes en 1943 pour le plus grand profit de Hitler, de l'impérialisme allemand et, bien sûr, ... des capitalistes de Pechiney.

A l'occasion de cette signature, les bourgeois ont su rester discrets pour ne pas «raviver de mauvais souvenirs»

De même les dirigeants du PCF ont su «garder la tête froide à cette occasion». Pas un mot, pas une attaque sur la politique antinationale et antisociale des grands monopoles et de leurs représentants. Au contraire le PCF s'est félicité de cette politique de détente.

Ainsi à la veille du 1er mai, alors que les travailleurs préparaient cette journée internationaliste et révolutionnaire, alors que les travailleurs se mobilisaient pour affirmer leur refus de faire les frais de l'oppression capitaliste, alors qu'ils se mobilisaient pour faire échec à la répression du capital, la trahison s'accomplissait, les réactionnaires tramaient leur complot dans l'ombre.

Alors que la bourgeoisie accusait des fils du peuple français «d'atteinte à l'intégrité nationale», au même moment certains de ses représentants étaient en train de livrer notre pays aux griffes du social-impérialisme soviétique.

Et aujourd'hui alors que des innocents doivent passer en cour de sûreté de l'État, les vrais coupables, ceux qui ont porté atteinte à l'intégrité nationale, sont ceux-là mêmes qui prétendent les juger : ce sont ces CRIMINELS qui doivent passer en justice et personne d'autre !

Ce sont eux que nous accusons !

La justice du peuple sera impitoyable à l'égard des traitres. Il vaincra et les coupables seront châtiés ! Que vive la justice populaire !

A bas la répression du capital !

Un lecteur d'HR.

BARRAGE AU PÉAGE DE L'AUTOROUTE A CHAMBÉRY

La sortie savoyarde de l'autoroute Lyon-Chambéry, qui avit été bloquée mercredi matin par des employés grévistes de l'AREA (Société des autoroutes alpines), a été dégagée au début de l'après-midi.

Les manifestants avaient placé deux engins de travaux publics en travers de la chaussée puis s'étaient retirés en laissant sur place le matériel formant barrage.

Celui-ci a été enlevé au début de l'après-midi par les services de la société autoroutière elle-même.

POUR CORRESPONDRE PAR TÉLÉPHONE : 607 23 75

Quelques indications pour une bonne utilisation du répondeur automatique :

1) L'enregistrement dure au maximum 6 minutes pour chaque communication ;

2) Il ne faut pas s'arrêter de parler plus de 10 secondes ;

Comment soutenir les grévistes de la Sonacotra ?

Depuis que la grève des loyers a commencé, elle a eu à surmonter bien des difficultés. Après un essor de la mobilisation qui a conduit 56 foyers dans la grève, aujourd'hui il ne sont plus que 20.

Est-ce un échec ? A notre avis non, car les raisons de ce reflux quantitatif ont été analysées par les masses et leurs délégués du comité de coordination. Et aujourd'hui, on peut dire que l'unité interne des grevistes, la cohésion du comité de coordination et l'initiative des milliers de grévistes se sont consolidées et renforcées.

C'est le résultat d'une lutte au sein même de la coordination sur les objectifs de la grève et les formes d'action, mais c'est surtout le résultat d'une lutte acharnée contre la répression de la SONACOTRA et du pouvoir pour briser la grève et contre les manœuvres de quantité d'organisations politiques en tête desquelles le PCF, qui ont tout fait pour contrôler le mouvement et le casser quand ils n'ont pu y parvenir. Le texte que nous publions ci-dessous expose de manière remarquable la conclusion de cette lutte pour définir une conception juste du soutien à la grève.

TEXTE COMPLÉMENTAIRE DE LA PLATE-FORME DE SOUTIEN A LA LUTTE DES TRAVAILLEURS IMMIGRÉS DES FOYERS SONACOTRA

Fait le 16 septembre 1976 par la Commission de soutien du Comité de coordination des foyers Sonacotra

Pourquoi ce supplément à la plate-forme de soutien ?

Camarades, nous n'obligeons personne à soutenir notre lutte car nous savons trés bien que beaucoup ne sont pas encore conscients de ce qu'elle est, de son importance, et de ce qu'elle représente ; et là, c'est à nous tous qui le savons, nous, travailleurs en lutte, et vous membres des comités de soutien, qu'il nous appartient de leur faire acquérir cette conscience. Mais il y en a qui, eux, ont conscience de ce qu'elle est, de son importance et de ce qu'elle représente ; ils en ont peur même, et parce qu'ils en ont peur, pour mieux cacher celle-ci, ils prétendent la soutenir. Mais en réalité, ils la sabotent et font des pieds et des mains pour qu'elle n'aboutisse pas. Ceux-là, camarades, il faut s'en méfier, ils faut les démasquer et les dénoncer devant tous les travailleurs, car ils sont dangereux pour tous les travailleurs, puisqu'ils prétendent nous soutenir pour mieux nous abattre : ce sont nos ennemis et ceux de tous les travailleurs, et c'est à leur attention que nous avons décidé de mettre en place une plate-forme de soutien, et ensuite, car cela ne leur suffisait pas, un texte complémentaire à celle-ci, sur lequel nous ne reviendrons en aucun cas. Si ils veulent nous soutenir sincérement, ils l'accepteront, si ils ne veulent pas nous soutenir, ils ne l'accepteront pas et par là-même, se démasqueront.

Pourquoi réclamons-nous le soutien de tous les travailleurs français et immigrés ?

Bien que dans la lutte que nous menons contre le systéme d'exploitation de la Sonacotra, pour la satisfaction de toutes nos revendications, nous sommes conscients que pour aboutir nous ne devons compter que sur nos propres forces, c'est-à-dire sur la volonté, l'unité et la détermination de tous les résidents des foyers Sonacotra, nous n'en sommes pas moins conscients que pour donner plus de force et plus de chance à ce qu'elle aboutisse à des résultats positifs, nous devons faire en sorte à ce que tous les travailleurs de France la connaissent, la comprennent, la respectent et la mènent avec nous en nous soutenant. Car notre lutte est une lutte contre l'exploitation et l'oppression de la Sonacotra sur les travailleurs immigrés des foyers qu'elle gére, c'est pour que cette exploitation cesse que tous les résidents ont décidé de mener une lutte, comme tous les travailleurs qui la subissent. En cela elle rejoint toutes les luttes des travailleurs qui veulent se libérer de l'exploitation. Comme toutes ces luttes, elle est juste, et doit étre soutenue et menée par tous les travailleurs.

Pour cette raison, nous demandons que chaque travailleur soutienne notre lutte en renforçant ou en constituant, dans chaque localité où se trouve un foyer en lutte, des comités de soutien de masse.

Pourquoi des comités de soutien de masse ?

Ce que nous entendons par comité de soutien de masse, c'est un comité de soutien ouvert à tous les travailleurs voulant soutenir notre lutte suivant nos conditions et le respect de celles-ci, où chaque travailleur entrera en tant qu'individu soutenant notre lutte, ceci afin de donner aux comités de soutien un véritable caractère de masse et afin d'éviter un cartel d'organisations politiques et syndicales.

Ce que nous entendons par cartel d'organisations politiques et syndicales et pourquoi nous n'en voulons pas

Pour nous, un cartel d'organisations politiques et syndicales est un comité composé de membres d'organisations politiques et sydicales representant leurs organisations respectives, et défendant les positions de celles-ci en ce qui concerne la conception du soutien et la forme à lui apporter, lesquelles sont en contradiction entre elles (chaque organisation ayant sa ligne politique en propre, il est normal que sa conception du soutién aille dans le méme sens : nous avons constaté cela maintes fois). Il ne nous appartient pas de régler ces contradictions : nous ne sommes ni une organisation politique ni une organisation syndicale, mais une organisation de masse de tous les travailleurs immigrés des foyers Sonacotra.

Il est arrivé aussi que certaines organisations, défendant leur conception du soutien, entrent en contradiction avec nous, et, ce qui est inadmissible, tentent de nous imposer leur conception du soutien, sans tenir compte de la nôtre contenue dans la plate-forme de soutien. De plus, les contradictions entre organisations amènent divergences et polémiques au sein du comité, enlévent à celui-ci son caractère de masse, en empéchant son bon fonctionnement d'une part, d'autre part, en entrant en contradiction avec notre conception du soutien, en refusant la nôtre et en nous imposant la leur, les organisations font de leur soutien un soutien qui n'en est réellement pas un, car elles ne tiennent pas compte de la volonté des travailleurs, c'est-à-dire un soutien conforme à la plate-forme qu'ils ont élaboréee ; donc, elles ne peuvent ni les défendre ni les soutenir de façon correcte et, de plus, elles risquent de nuire aux intérêts des travailleurs.

Mais nous ne rejetons pas le soutien des organisations politiques et syndicales, car, nous le savons tous, nombreuses sont les organisations politiques et syndicales qui prétendent soutenir les travailleurs. Nous faisons donc appel à elles de façon à ce qu'elles nous soutiennent, nous travailleurs, qu'elles soutiennent notre lutte, notre plate-forme revendicative, notre plate-forme de soutien dans leur intégralité et inconditionnellement, pas seulement en le disant mais en le faisant, pas seulement en paroles mais surtout en pratique ; ce n'est que dans la pratique que nous jugerons du soutien apporté, que nous constaterons s'il est bon ou mauvais, s'il correspond ou non à ce que nous demandons, quels sont ceux qui nous soutiennent, et soutiennent donc les travailleurs, quels sont ceux qui refusent de nous soutenir, refusent de soutenir les travailleurs. Nous connaitrons ainsi nos amis et nos ennemis.

RECTIFICATIF

A propos de l'article paru dans l'Humanité rouge No 528 du 18 septembre sur la grève à la Scaplen dans le Sud-Finistère intitulé «Un premier succès pour 40 ouvrières après 3 mois de grève».

Des camarades de Quimper nous ont fait parvenir l'information suivante. Contrairement à ce qui était dit à la fin de l'article, on ne peut parler de premier succés car les grévistes ont repris le travail après 109 jours de grève sans avoir obtenu satisfaction sur aucune de leurs revendications essentielles. En effet, depuis la reprise, la répression se développe contre les ex-grévistes : déplacement à des postes ne correspondant pas à leur qualification, brimades diverses, procédure de licenciement engagée contre une ex-gréviste et expulsion du permanent syndical CFDT... La lutte doit donc se poursuivre dans ce domaine.

Cette erreur amène le comité de rédaction à fournir les explications et les commentaires suivants :

1) Les camarades ont certainement raison, sur la base des faits qu'ils nous livrent et qu'ils connaissent ; le malheur est qu'ils n'éprouvent le besoin de communiquer ces analyses et ces faits au journal que plus d'un mois et demi après la fin d'une lutte à laquelle ils ont participé et parce que le journal en a parlé avec quelques erreurs.

2) La majeure partie de l'article a été rédigée par un lecteur qui s'est trouvé sur place pendant ses congés payés, a mené une enquête et discuté avec les grévstes pour faire cet article, on ne peut lui attribuer la responsabilité des erreurs car il n'était plus sur place lors de la reprise du travail. On ne peut au contraire que le féliciter d'avoir le souci d'enquête et de reportage pour le journal.

3) N'ayant pas les moyens par lui-même de se déplacer partout où il le voudrait, et de loin s'en faut, le comité de rédaction est amené à utiliser diverses sources d'information, dont il ne peut toujours contrôler la justesse (ici en l'occurrence un permanent syndical que nous n'incriminons pas d'ailleurs car c'est nous qui sommes responsables de l'utilisation du matrériau dont nous disposons).

4) Pour conclure, nous rappelerons que l'oxygène dont a le plus besoin notre journal c'est la correspondance, notamment ouvrière de nos lecteurs qui non seulement décrivent les faits (ce qui est indispensable) mais fournissent également des enseignements et des analyses en mots d'ordre qui soient utiles à tous les lecteurs. Le comité de rédaction, de son côté, n'est pas seulement une chambre d'enregistrement de la correspondance qu'il doit aussi utiliser avec d'autres sources d'informations afin d'apporter aux lecteurs et aux masses une contribution au développement d'une pratique et d'une activité révolutionnaire quotidienne. Cela ne peut se réaliser correctement si la contribution des lecteurs et utilisateurs du journal reste occasionnelle ou nulle.

Produits laitiers

DES STOCKS QUI S'ACCROISSENT MALGRE LA SECHERESSE

Un «mystére» de plus de l'économie capitaliste : voilà que l'on apprend l'augmentation rapide des stocks de lait en poudre et de beurre. Pourtant, l'ensemble de la production laitière cette saison aura baissé par rapport à l'année dernière de 20 à 25 %.

Comment expliquer ce phénomène étrange ?

La vérité est pourtant simple : si les stocks augmentent malgré une production ralentie, c'est que la consommation des masses populaires a sérieusement diminué.

Et l'on comprend les raisons de cette diminution : d'un côté les salaires qui stagnent et de l'autre les produits laitiers qui ne cessent d'augmenter sur le marché.

Les trusts laitiers, privés et coopératifs, avaient d'ailleurs trouvé ces dernières années de nouveaux moyens d'augmenter leur marge de profit en multipliant les produits tr ansformés ; les crêmes dessert et autres aliments préparés.

Seulement, quand vient la crise, la mévente est un cercle sans fin en régime capitaliste. Les produits alléchants des vitrines ou des supermarchés sont achetés avec de grandes difficultés.

PÉKIN INFORMATION
1 an — 52 Nos — 21,00 F

Une nouvelle mesure patronale

Des licenciements déguisés

L'information nous vient du trust Rhône-Poulenc mais le cas se produit de plus en plus fréquemment ailleurs (PUK par exemple). En juillet, 53 licenciements concernant des travailleurs de 60 ans ont été annoncés au siège de la société et présentés comme un départ à la retraite anticipée.

Il s'agit de licenciements, et non de mises à la retraite anticipée. Deux conséquences :

a) versement de l'indemnité de licenciement, à la place d'une indemnité de mise à la retraite plus faible.

b) les «chômeurs» dépendront uniquement dès lors des «Assedic».

Que toucheront-ils ? Principalement une prestation égale à 70 % de leur rémunération brute en vertu d'un accord de 1972 (prestation maximale : 8 848 F par mois). Cette prestation sera revalorisée selon les décisions des Assedic, en fonction du coût de la vie.

Remarque : cependant, à 65 ans, Rhône-Poulenc leur maintient le droit à la retraite-maison, mais calculée avec l'ancienneté au moment du licenciement (60 ans, donc perte de 5 ans d'ancienneté, soit envivon 5 x 1,8 % : 9 % de la retraite globale).

Rhône-Poulenc Industries veut augmenter son bénéfice global.

Il y a deux ans, les dirigeants pensaient le faire à effectif de travailleurs constant : pas d'embauche. Cela n'a pas suffi, RPI décide de le faire aujourd'hui par réduction autoritaire de l'effectif : d'où cette décision limitée actuellement au licenciement des personnes âgées de 60 ans et plus.

L'opération devra se passer en douceur comme le précise «Rhône-Poulenc Actualité» du 15 juin 1976 : «Pour que les conséquences sur le personnel en soient atténuées au maximum et pour qu'elles ne provoquent pas de rupture sociale grave...» (exposé de Renaud Gillet).

C'est pourquoi les intéressés sont frappés de «licenciement collectif pour raisons économiques». Ainsi, si les inspecteurs du travail et le ministère du Travail acceptent ce «licenciement collectif», les intéressés seront pris en charge par les «Assedic».

Conclusion : Grâce aux prestations «Assedic» : 70 % d'économie réalisée. Par cette opération, RPI fait donc financer l'augmentation de son bénéfice par les «Assedic». Cela entre dans les directives générales données par les dirigeants de RP : réduire les dépenses en faisant appel au maximum aux ressources publiques.

Les «Assedic» sont un organisme paritaire entre les syndicats patronaux et ceux des salariés. Les «Assedic» ne reçoivent aucune subvention de l'État, et sont financées uniquement par les cotisations salariales prises sur nos salaires (elles ont déjà triplé entre décembre 1974 et juillet 1975 de 0,16 à 0,48 %), et les cotisations patronales, prises sur les charges salariales, c'est-à-dire sur notre «salaire différé».

Conclusion : l'augmentation du bénéfice de RPI sera financée par les cotisations de l'ensemble des travailleurs !

En effet, actuellement, *on étudie chez RPI les départs obligatoires des 58 ans* : un an financé probablement sous forme de chômage pour raisons économiques (90 %), un an financé peut-être au titre de formation professionnelle (c'est une hypothèse), ce qui mène à 60 ans, donc au cas actuel !

Pour les travailleurs il faut s'opposer aux licenciements et lutter pour obtenir un accord général donnant à *tous* les travailleurs et pas seulement à ceux des multinationales RP ou PCUK, la possibilité de partir en retraite dès *60 ans*, volontairement sur des bases de ressources au moins équivalentes à 80 % du salaire.

HOUILLIERES DE LORRAINE EXTENSION DE LA GREVE

La grève des ouvriers de la cokerie de Carling des houillères de Lorraine s'est étendue mardi à la Cokerie de Marienau et aux Centrales thermiques de Carling et de Grosbliederstroff (Moselle).

Le 22 septembre, pour appuyer leurs revendications (statut du personnel en travail continu, classifications, rénumérations), les ouvriers de la Cokerie de Carling faisaient tomber la production au minimum de sécurité, soit 55 %. Mardi ceux de la Cokerie de Marienau ont baissé la production de 10 %. Aux Centrales thermiques de Carling et de Grosbliederstroff la production est tombée à 50 % de la normale, le minimum de sécurité étant assuré.

AUX ÉTABLISSEMENTS POUTEAU

Les employés des Éts Pouteau (usine de préfabrication) menacés de licenciements, n'ayant pas obtenu de garanties quant à l'emploi ou au paiement des salaires, ont décidé mardi l'occupation du siège de l'entreprise à Laval. Les ouvriers ont également appelé l'ensemble du personnel de toutes les agences à un rassemblement, jeudi prochain devant le siège de l'entreprise pendant que siégera le comité d'établissement qui sera notamment consacré à l'étude du licenciement prévu de 117 personnes sur un effectif de 465 salariés.

En Ille et Vilaine

LUTTE POUR LA GRATUITE TOTALE DES TRANSPORTS SCOLAIRES

Depuis près d'un mois, les parents d'élèves d'Ille-et-Vilaine mobilisés par «La famille rurale» mènent la lutte pour la *gratuité totale des transports scolaires* (100 % d'augmentation en un an !).

Dès le début de ce mouvement certaines organisations (Paysans-travailleurs, Confédération syndicale du cadre de vie, ex APF, MRJC) avaient apporté leur soutien à cette juste revendication.

Dans un premier temps, cette action a été délibérément sabotée par les organisations de parents d'élèves (fédérations Cornec et Lagarde). Devant la détermination des parents, après avoir joint sa voix à celle des pouvoirs publics («actions responsable, provocatrice...») la Fédération Cornec (Union de la gauche) a appelé — sans aucune mobilisation réelle — ses membres à soutenir ce mouvement. N'ayant pas réussi à détruire ce mouvement de l'extérieur, il est probable qu'ils vont tenter de le saboter de l'intérieur. Il s'agit également d'une entreprise de récupération visant à ne pas les faire apparaitre pour ce qu'ils sont : une poignée de réactionnaires au service de leur classe, la bourgeoisie.

Aussi, dans le contexte électoral actuel, pour faire échec à toutes ces manœuvres, seul un véritable mouvement démocratique de masses, imposé par la base — travailleurs, ouvriers, petits paysans réunis — pourra faire aboutir la satisfaction des revendications. Jamais les dirigeants du PCF ou du PS n'ont ou n'auront ce but. Si à un moment ou à un autre, ils prétendent soutenir les travailleurs en lutte, c'est dans leur but de récupération afin de se servir du mouvement de masse pour le détourner vers leur projet de gestion du capitalisme.

Dans le cas précis de cette lutte, il ne faut cependant pas assimiler l'ensemble des parents d'élèves membres de la Fédération Cornec à leurs dirigeants vendus.

En témoigne la lettre — dont nous publions ici de larges extraits — que nous a adressé un parent d'élève, membre de cette fédération.

«S'il n'est plus nécessaire d'épiloguer sur le coût réel de la rentrée, un élément important, en ce qui concerne l'Ille-et-Vilaine a été délibérément oublié dans les budgets de la rentrée, il s'agit du *transport scolaire*. De 55 à 110 F par enfant, 100 % d'augmentation, excusez du peu !

Devant un tel état de fait, un mécontentement puissant a pris naissance dans toutes ces familles rurales obligées d'utiliser les transports scolaires en raison de la fermeture systématique des petites écoles de campagne. Pétitions, *grève d'achat du timbre*, manifestations... Les familles ont montré qu'elles n'avaient pas l'intention de se laisser faire et elles exigent *l'application immédiate réelle de la gratuité scolaire*. Le mouvement continue, organisé et appuyé par l'Association des familles rurales, malgré les pressions de toutes sortes et les mensonges délibérés des autorités et des élus locaux et régionaux. A noter qu'à ce jour seuls les APF et les Paysans-travailleurs ont officiellement soutenu notre action. Le PS et la Fédération des parents d'élèves Cornec ont apporté un soutien tardif, du bout des lèvres, quant au PCF, quel silence !

Il est vrai que ces gens n'apprécient pas les mouvements «sauvages» partis de la base et qui se passent de leur «encadrement» et puis, l'Association des familles rurales n'est pas «classée» politiquement et on y retrouve donc desgens d'opinions très différentes et même opposées. Pourtant, certains directeurs d'écoles, membres du Syndicat national des instituteurs n'hésitent pas à se joindre aux élus de la majorité UDR ou «centriste» dans les mesures de pression et d'intimidation.

De plus, un tel mouvement n'est pas bon électoralement. Or, c'est là le souci majeur de ces gens pour qui seule l'Union de la gauche résoudra tous nos problèmes lorsqu'elle aura pris le pouvoir. (...)»

Un parent d'élève membre de la Fédération Cornec.

Transports scolaires

PLUSIEURS CENTAINES DE MANIFESTANTS A RENNES

Samedi dernier, environ un millier de personnes se sont rassemblées devant la gare routière de Rennes pour exiger la gratuité des transports scolaires. Ce mouvement avait lieu à l'appel de «Famille rurale» et de plusieurs autres organisations dont les Paysans-travailleurs et était soutenu par le syndicat de l'enseignement privé CFDT, la Fédération des parents d'élèves Cornec, la JOC, ainsi que les Fédérations de «Famille rurale» du Morbihan, des Côtes-du-Nord, et celle du Finistère qui a mené une lutte semblable l'an passé. La manifestation s'est rendue jusqu'à la préfecture où elle a scandé le slogan «Gratuité-égalité»

Samedi après-midi 25 septembre, les manifestants rassemblés devant la gare routière de Rennes pour exiger la gratuité des transports scolaires

et où des orateurs ont dénoncé les pressions exercées par les autorités départementales sur les maires et les transporteurs pour essayer de décourager l'action entreprise par les familles.

Les manifestants ont alors tenu une véritable assemblée générale, afin de décider, étant donné l'absence de réponse claire donnée par le directeur de cabinet du préfet aux délégués, des meilleurs conditions pour continuer le mouvement. Plusieurs propositions ont été faites : ne montrer aucune carte de transport et au besoin bloquer les cars, continuer la grève de l'achat des timbres de transport, etc. Finalement c'est cette dernière méthode qui a été décidée à l'unanimité.

ECOUTEZ LES RADIOS RÉVOLUTIONNAIRES

PÉKIN

Heures de paris	Longueurs d'ondes
19h30-20h30	sur 45,7 et 42,5 m
20h30-21h30	sur 45,7 et 42,5 m
21h30-22h30	sur 45,7 et 42,5 m
22h30-23h30	sur 42,7, 42,4 et 45,9 m

TIRANA

Heures de Paris	Longueurs d'ondes
17h	sur 31 et 42 m
22h	sur 31, 42 et 215 m
23h30	sur 31, 41 et 206 m

LE PROJET SUPER PHENIX EN QUESTION (2)

Les surrégénérateurs représentent la 3e génération des centrales nucléaires françaises.

La 1re génération constituée par la filière graphite gaz uranium naturel avait l'avantage d'utiliser l'uranium minier exploité en France et a donné naissance à six centrales en fonctionnement aujourd'hui.

Elle a été abandonnée au profit de centrales à rendement plus élevé de la filière américaine à eau légère et uranium enrichi dont une douzaine doit être construite d'ici 1980. Or il semble que la France et même l'Europe ne puissent pas et de loin construire d'ici là suffisamment d'usines à séparation isotopique type Eurodif propres à alimenter ces centrales en uranium enrichi. Elles restent donc tributaires pour leur alimentation de l'uranium enrichi américain. Ce n'est pas sans incidence sur les possibilités d'indépendance nationale et la commission américaine qui gère les ventes d'uranium enrichi à l'étranger fixe déjà des conditions draconiennes : notamment engagement d'achat sur 18 ans, paiement «cash» et prix variant avec l'inflation.

Les surrégénérateurs ont l'avantage de pouvoir fonctionner en tirant parti de l'uranium naturel extrait du sous-sol et de l'utiliser avec un rendement beaucoup plus élevé que les centrales classiques ce qui permet de repousser nettement l'échéance de l'épuisement des réserves.

Ce qui motive les capitalistes dans la course aux surrégénérateurs

Les experts bourgeois mettent en avant cette caractéristique des surrégénérateurs. Mais peut-on croire que ce qui motive surtout les capitalistes lorsqu'ils veulent construire Super-Phénix c'est «l'intérêt national» ? Sûrement pas !

Il suffit de voir comment les capitalistes se comportent, alors qu'une politique énergétique visant à l'indépendance nationale ne pourrait se concevoir qu'en diversifiant les sources d'énergie et en comptant au maximum sur l'exploitation des richesses nationales. Se basant sur des notions de pure rentabilité ils ont grandement diminué l'extraction du charbon, de la lignite, et sous-estiment les possibilités qu'offrent l'énergie hydraulique, géothermique à partir des sources chaudes souterraines, etc.

En fait ce qu'ils espèrent c'est se tailler une place de choix dans un marché où ils sont actuellement bien placés et où leurs concurrents sont en difficulté du fait des problèmes techniques mais aussi de problèmes de sécurité tellement énormes qu'ils incitent à la prudence. Nos capitalistes veulent occuper un créneau qui reste libre pour l'instant. C'est la course au profit qui les incite à brûler les étapes et à mettre en chantier un surrégénérateur cinq fois plus puissant que Phénix avant d'être sûrs de maîtriser complètement la technique. Ce qui en témoigne encore s'il le fallait c'est l'attitude du gouvernement vis-à-vis de la population. Il autorise l'implantation de Super-Phénix en plein cœur de la concentration urbaine Lyon, Grenoble, Annecy, Chambéry, sans informer aucunement la population des risques éventuels ni des mesures prises pour les éviter.

En juillet dernier il a fait donner ses bandes armées avec une grande brutalité contre les manifestants qui protestaient contre cette implantation : le 10 juillet à 21 h 30 alors que plusieurs centaines de manifestants campent encore à 5-6 km du site sur un terrain prêté par des agriculteurs, plusieurs centaines de CRS chargent avec sauvagerie matraquant les adultes comme les enfants, brisant les vitres des voitures, lacérant les tentes, lançant des centaines de bombes lacrymogènes : c'est la répression ouverte comme en témoignent les bras cassés, les traumatismes crâniens, les blessures à la tête... Il a fallu que le mouvement de protestation s'amplifie suffisamment pour faire pression sur le gouvernement pour que ce dernier, contraint et forcé, envoie ses experts débattre du projet à Grenoble.

Sur quoi fonder notre attitude

Il faut d'abord rappeler la position de principe qui doit nous guider.

Nous ne sommes pas des «antinucléaires» qui refusons par principe d'utiliser l'énergie nucléaire à des fins pacifiques, comme d'autres ont pu refuser jadis par conservatisme l'électricité et même le chemin de fer, prédisant les pires catastrophes.

Les communistes n'ont jamais cherché à s'opposer à la marche de l'histoire, et au contraire ont toujours été du côté de la science et du progrès techique à condition qu'ils servent l'homme et ne se fassent pas à son détriment.

Nous ne sommes pas des «catastrophistes» Nous pensons que l'énergie nucléaire ne présente pas de différence de nature par rapport aux autres formes d'énergie et qu'il sera possible d'arriver à en maîtriser les risques comme cela a été possible pour les formes de progrès technique qui ont précédé, et comme la science le démontre.

Enfin nous n'avons pas à nous prononcer dans l'état actuel des choses pour ou contre l'énergie nucléaire, à conseiller la bourgeoisie sur les moyens les plus profitables de nous exploiter... Par contre nous devons, en nous plaçant du point de vue du prolétariat, exiger que l'utilisation de l'énergie nucléaire à des fins pacifiques ne se fasse pas au détriment de la santé et de la sécurité du peuple.

Il faut obtenir le droit à l'information la plus complète, à un débat contradictoire clair sur la question de Super-Phénix. Et s'il apparaît que les mesures de sécurité ne sont pas satisfaisantes alors il faudra se battre pour que de telles mesures soient prises en mobilisant largement la population.

En effet la toxicité des produits nécessaires au fonctionnement d'un surrégénérateur de la taille de Super-Phénix et l'ampleur de la pollution en cas d'accident sont tels que ce projet ne devrait être mis en chantier qu'à la condition de mesures de sécurité draconiennes capables d'empêcher tout risque d'accident.

Il ne saurait être question d'accepter un projet qui viserait essentiellement à assurer des profits importants aux capitalistes tout en faisant courir des risques inégalés à la population.

A la foire internationale de Marseille

SUCCES DU STAND DES EDITIONS DU CENTENAIRE

La foire internationale de Marseille s'est ouverte le vendredi 24/9. Le stand des éditions du Centenaire qui se situe dans le hall 2 — 1er étage, a dès les premières heures remporté un vif succès. Samedi et dimanche les visiteurs se sont pressés autour du stand presque en permanence pour regarder, consulter, se procurer les ouvrages des éditions de Pékin, Tirana, de E-100 ainsi que les affiches chinoises. Les œuvres du président Mao ont été particulièrement demandées ce qui témoigne de l'émotion populaire lors de son décès et du prestige de la pensée-maotsétoung. Divers classiques du marxisme-léninisme ont été également très demandés et certains sont en voie d'être épuisés. Nos lecteurs et tous nos amis peuvent rendre visite au stand des éditions du Centenaire jusqu'au 4 octobre, date de la fermeture de la foire.

ANNECY

VENDREDI 8/10
SALLE DE LA RÉSISTANCE

MEETING DU COMITÉ
DES AMITIÉS FRANCO-CHINOISES
EN L'HONNEUR
DE MAO TSE-TOUNG

Diapos, vie et œuvre de Mao Tsé-toung
Témoignage d'un Annecien qui séjournait
en Chine au moment de la mort
de Mao Tsé-toung.

TARIFS D'ABONNEMENTS

	Pli ouvert	Pli fermé
1 mois	32 F	70 F
3 mois	95 F	210 F
6 mois	190 F	400 F
Soutien	300 F	500 F

CCP : L'HUMANITÉ ROUGE
No 30226672 — La Source

Une exposition coloniale à Paris

«La France aux quatre coins du monde»

Cette exposition qui a lieu au Palais des congrès vise selon les mots de Giscard à «associer plus intimement les Français d'Outre-mer à la vie de la nation». Le secrétaire d'État aux colonies, Olivier Stirn qui l'a inaugurée lundi, a déclaré alors qu'il parcourait les allées d'une fausse forêt tropicale : «Cette exposition permettra aux métropolitains de mieux connaître leurs départements et territoires d'Outre-mer», et il a ajouté : «Les Français de métropole voient souvent ces départements au travers de drames tel que celui de la Soufrière à la Guadeloupe. Il faut maintenant qu'ils les connaissent pour ce qu'ils apportent à notre pays».

En fait d'apport, l'exposition reflète bien les relations coloniales qui lient ces pays à la France. Si le stand ANPE vante le «placement en métropole», «service personnalisé pour une meilleure sécurité de l'emploi» c'est que le chômage est dix fois plus élevé dans ces pays qu'en France. Les capitalistes ont donc organisé une véritable déportation de la population pour se fournir en main-d'œuvre à bas prix. On sait que le Bumidom, véritable négrier des temps modernes, paye un billet d'aller en France en faisant miroiter une vie facile, du travail, mais pas de billet de retour !

Par contre, comme l'indiquent les stands des ministère de la Défense et de l'Intérieur bien représentés dans cette exposition, on ne manque pas de travail dans ces pays pour les militaires et les gendarmes. On se souvient que l'impérialisme français n'avait pas hésité à assassiner plusieurs dizaines de manifestants en Guadeloupe en 1967.

Ainsi l'impérialisme français n'a pas tiré les leçons de ces défaites. Il ne garde plus de l'immense territoire colonial qui était le sien que quelques vestiges dispersés aux quatre coins du monde mais s'obstine à vouloir les faire passer comme naguère l'Algérie pour des «départements français d'Outre-mer». Il s'efforce d'empêcher le soutien internationaliste du peuple de France aux luttes de ces peuples colonisés en faisant croire qu'ils aspirent à rester «au sein de la France», que ces pays sont «des paradis où il fait bon vivre».

Mais il n'y arrivera pas, pas plus qu'il ne parviendra à «assimiler» les peuples de ces pays, comme le montre le développement de leur lutte pour l'indépendance.

COMMUNIQUÉ DE L'ADMINISTRATION D'HR

Nous informons nos lecteurs qu'ils peuvent nous passer commande des affiches : «Humanité rouge — Quotidien du soir à Paris, quotidien du matin en province» et «On ne négocie pas les licenciements»..

Nous signalons à nos lecteurs que la librairie «Les Herbes sauvages» est ouverte le vendredi soir jusqu'à 22 heures.

Exposition MAO TSE-TOUNG à Lyon

LIBRAIRIE LA FORCE DU LIVRE
DU 21 SEPTEMBRE AU 16 OCTOBRE
DE 14 A 20 HEURES

- exposition sur la vie, l'œuvre et la pensée du président Mao Tsé-toung
- vente de ses ouvrages aux Éditions de Pékin

*Samedi ouvert toute la journée.

La Force du Livre
33 rue René Leynaud
69001 - Lyon

AMIS LECTEURS AIDEZ-NOUS ACHETEZ TOUJOURS L'HUMANITÉ ROUGE DANS LE MEME KIOSQUE

UNE EXPERIENCE DE CREATION LYCEENNE

Un groupe s'est formé, à l'initiative de lycéens progressistes, avec l'appui du Collectif l'Encrier, à la rentrée 75, au lycée de Saint-Cloud.

Lancé sur la pointe d'un conflit avec l'administration-profs réactionnaires, il proposait un travail d'animation culturelle proprement lycéen, appelant à la participation les professeurs progressistes et le personnel du lycée. Cet appel fut très peu suivi de la part des professeurs, ce qui est regrettable, mais plus de la part du personnel qui a exprimé sa solidarité avec le groupe en lui apportant un large appui matériel et en proposant son point de vue.

L'administration explique de la manière suivante les tentatives de noyautage, les arrachages systématiques des affiches, les interdictions formelles et de profondeur, avec grand baratin démagogique à l'appui en bonne garante de la liberté et de la démocratie... «tant que vous allez dans notre sens, nous vous laissons agir mais dès que vous en déviez, nous devons intervenir car c'est notre rôle pédagogique...»

Mais grâce à un appui assuré et à un travail d'implantation au sein des lycéens le groupe a réalisé plusieurs objectifs :

– Affichage de poèmes sur les murs du lycée, poèmes composés par des membres du groupe lui-même, de B. Brecht, Maïakowski, Pottier, résistance vietnamienne, palestinienne, algérienne, etc.

– Création d'une pièce de soutien aux employés de la Joie de Lire, en décembre 75, lors de la faillite de cette librairie, cette pièce, «l'Unité est notre force», insistait sur la convergence des luttes étudiantes et ouvrières, mais l'initiative fut soumise à une sévère autocritique qui révéla les limites du spontanéisme et la nécessité d'une ligne générale pour déterminer notre action culturelle.

– Réalisation de montages poétiques, de récitals, en cours de débats sur la fonction de la poésie et du théâtre.

– Création en mai 76 d'un montage poèmes-diapos-musique-jeux scéniques, intitulé : «Les masques tombent... laissons tomber les masques (poèmes montés sur la scène démontée de la guerre)» ; ce montage dénonçant la guerre impérialiste d'exploitation, de pillage et de génocide des peuples, ainsi que la fascisation de la société capitaliste moderne (en opposant par exemple l'antifasciste révolutionnaire Brecht aux énergumènes et pantins – dangereux – fascistes et racistes Nietzsche, Hitler, dont les disciples plus «modernes» et plus «diplomates» mais d'autant plus sanguinaires, sont installés actuellement au pouvoir dans de nombreux points du globe), et exaltant la juste lutte armée de libération nationale, les luttes anti-impérialistes chantées par Samih El Qassim, Salim Jabran (Palestine), Ahmed Azzeggagh (Algérie), et d'autres encore... ce montage, donc, a eu un grand succès auprès des lycéens (4 représentations au lycée réunissant au total quelque 400 lycéens) et a été joué dans plusieurs maisons de culture de la région parisienne.

Ce qui a valu plusieurs descentes de tondus sur le bahut ainsi que des discussions avancées sur le sujet par rapport à l'éducation, au niveau des lycéens.

À noter, les pseudo-progressistes (JC et autres) étaient comme par hasard absents à toutes ces manifestations, n'hésitant pas à saboter ouvertement toutes les tentatives du groupe traité de prétentieux, inefficace, et «manipulateur»... se refusant à considérer qu'il existe une réelle culture «lycéenne» en effervescence, étroitement liée aux problèmes des lycéens et tendant à stimuler la lutte contre cet état du lycéen, lutte inscrite dans l'ensemble du front de la lutte des classes.

Perspectives 76/77 :

Nous continuerons cette année, tirant les leçons de nos expériences, avec comme objectifs :

– chaque mois ou deux fois par trimestre, nous inviterons un autre groupe lycéen ou étudiant progressiste, ainsi que des groupes se proposant bénévolement. Ce serait une alternative à une coordination lycéenne sur ce plan, sous direction lycéenne, à un premier échelon, régional, puis à un degré supérieur, national.

– en mai, nous présenterons une nouvelle pièce composée de tableaux critiques de la société capitaliste moderne. Titre provisoire : «Le chantier des actes» (tableaux d'une exposition), de Samir Hamed Abdallah, animateur du groupe.

– D'autre part, nous continuerons et développerons les autres activités mentionnées plus haut.

Un début à tout

Une nouvelle de Dominique Pagelle

«Ça suffit» cria Michel en tapant sur la table. Il ne trouvait pas d'autres arguments que l'argent et les enfants ; cela le diminuait. Les yeux de Jacqueline se perdirent un instant sur le mur. Elle réfléchissait. «De toutes façons je ne pourrai pas entrer. Il y aura un piquet qui ne laissera passer personne».

Il eut un sourire féroce.

«Dis donc ce coup-là je l'ai fait avant toi à mes patrons...»

«Justement...»

Lui se leva en roulant des yeux. «Qu'est-ce que tu veux dire ? Vas-y... Explique... Hein ? Qu'est-ce que ça veut dire ?»

Elle n'expliqua rien. Il reprit d'un ton sans réplique : «Demain je te conduirai à l'usine. On verra ça.»

Elle parut interloquée.

«Parfaitement» ajouta-t-il.

Jacqueline soupira «Bon».

En se couchant Michel était inquiet. La soumission de Jacqueline ne réglait rien. Il la voyait déjà au chômage. Il se demandait ce qu'il adviendrait de la maison pendant la grève. Surtout il ressentait vaguement quelque chose d'inadmissible dans la grève de sa femme. Ça n'était pas du tout comme ça qu'il la voyait, pas du tout pour ça qu'il l'avait épousée. Elle était indissolublement liée aux enfants et c'est pour ça qu'il l'aimait. Dans le noir il revoyait leurs premières années. Belle et gaie, sans autres soucis que lui et le bébé. Elle aussi était son premier souci. Saloperie de vie. C'est pas possible qu'une femme change comme ça. Bien sûr, quand elle râlait il y avait des raisons, moi je suis content de rien dans la vie. Mais Jacqueline s'enlaidit et moralement elle se fane aussi. Six ans de mariage et on a perdu toutes nos illusions.

Il ne pouvait dormir ni décider s'il fallait vraiment la conduire à l'usine le lendemain. Une grève... bon Dieu, elle ne sait pas ce que c'est. Le piquet, les flics, les réunions, la maitrise qui vient vous secouer. Et l'argent ?... l'argent. C'est pas la place de Jacqueline. Dans notre situation c'est trop dangereux. Elle est inconsciente.

(A suivre)

Sport

L'autre visage du «roi» Pelé

Les crampons du footballeur Pelé sont d'un métal très précieux pour le PDG Pelé.

Pour la première fois, le «roi» des pousseurs de ballon, Pelé (Arantes do Nascimento est son vrai nom) a dû trembler sur ses crampons. Il s'est fait siffler par le public français du Parc des Princes, dernièrement. Mais, soyez rassurés, ces crampons ébranlés sont en or. Un or qui accompagnait déjà le petit Pelé quand il fut remarqué un jour, alors qu'il jouait avec ses copains sur un terrain vague, par un gros capitaliste – comme on n'en fait plus : grosse Cadillac, gros cigare, gros bonhomme –

Dans le sport de haut niveau, il y a ceux qui se font user jusqu'à la moelle par des managers, entraineurs, écuries, clubs qui s'en mettent plein les poches sur leur dos et il y a ceux qui, pour tenter de «s'en sortir», décident de manger le gâteau tous seuls. Pelé est de ceux-là. Pelé-footballeur devient Pelé-homme d'affaires. Ses crampons en or, il les a investis et fait fructifier. Quand on sait que ses affaires, il les traite au Brésil, pays de la misère du peuple, de la torture et de la répression, des investissements et de l'ingérence impérialistes US, on peut se poser des questions sur sa «popularité». Comment ne pas penser qu'un tel vedettariat ne soit pas encouragé et utilisé par les généraux fascistes brésiliens pour endormir le peuple ?

La façade scintillante a un envers de PDG qui ressemble beaucoup au modèle US : Pelé est concessionnaire de Fiat et de Mercedes, propriétaire d'immeubles. Il touche régulièrement des petits sous pour tous les produits avec lesquels il a habilement traité pour qu'ils portent son nom. Il vient de toucher près de cinq millions de dollars directement versés par les maitres yankees pour promouvoir le football aux États-Unis et pour lancer également son équipe, le «New-York Cosmos».

Alors que Pelé se fasse siffler maintenant, cela n'a guère d'importance : s'il n'a plus la gloire, il doit certainement se dire qu'il lui reste toujours le fric.

VIENT DE SORTIR

LITTERATURE CHINOISE

No 9 1976 1,70 F

La Force du Livre
33, rue René-Leynaud
69001 Lyon

Les Herbes sauvages
70, rue de Belleville
75020 Paris

QUAND VOUS AVEZ LU LE QUOTIDIEN NE LE JETEZ PAS ! DONNEZ-LE OU AFFICHEZ-LE !

l'Humanité Rouge

enquête

L'ESPAGNE QUI CHANGE (2)

Nous continuons aujourd'hui la suite de notre enquête sur l'Espagne. Dans l'article précédent, ont été abordées la situation économique et les tentatives de la bourgeoisie monopoliste espagnole pour se tirer d'affaire devant l'ampleur de la crise économique en Espagne même. Aujourd'hui nous présentons le rôle des révisionnistes dans cette situation.

C'est ainsi que pendant les mois de juillet et d'août, Adolfo Suarez (premier ministre) a entamé des pourparlers avec l'opposition bourgeoise démocratique :

En juillet : avec la Fédération populaire démocratique, le Parti socialiste ouvrier espagnol, le Parti socialiste démocratique, la Gauche démocratique-chrétienne.

Et en août avec : le Parti socialiste populaire, le Parti socialiste de Catalogne, la Convergence démocratique de Catalogne, la Gauche républicaine de Catalogne, la Convergence socialiste de Catalogne.

Il a reçu aussi des Phalangistes (Union du peuple espagnol en juillet) et des monarchistes (José Maria Ruiz Gallardon).

En août un pas nouveau a été franchi avec la promulgation du *décret d'amnistie* avec lequel de nombreux prisonniers politiques ont et vont retrouver la liberté. Les principaux bénéficiaires de ces mesures d'amnistie sont les révisionnistes espagnols, et des militants d'extrême-gauche (PTE, ORT...). Un certain nombre de militants du FRAP ont également recouvré la liberté. Mais le décret d'amnistie comporte deux grandes restrictions : il ne concerne pas les *délits du travail* (la grève reste un délit) et il est assorti d'une restriction vis-à-vis des délits qui *ont touché à la vie humaine*. De ce fait sont exclus du bénéfice de l'amnistie l'ETA (basque) et le FRAP.

Du fait de cette amnistie partielle (que le FRAP qualifie de mascarade) beaucoup d'exilés ont demandé leur passeport notamment les principaux dirigeants du PCE (Carrillo et Dolorès Ibarurri), dont le retour est attendu prochainement.

La prochaine mesure de «démocratisation» devrait concerner la légalisation des partis politiques.

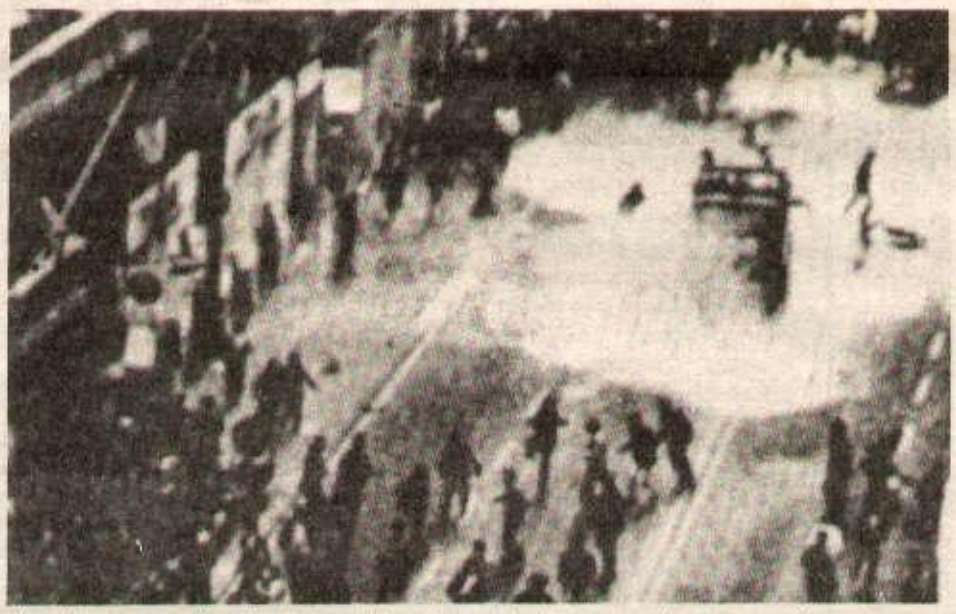
Mais ce processus de «démocratisation» se heurte à certaines difficultés. L'oligarchie financière espagnole n'est pas unifiée sur la marche à suivre : les uns sont favorables à la «démocratisation» et à la legalisation des partis, les autres aspirent à maintenir le fascisme, et d'autres encore voudraient exclure les révisionnistes du jeu politique. Ces luttes intestines qui traversent la bourgeoisie monopoliste sont la cause de la lenteur du processus de «démocratisation» qui semble bien malgré tout irréversible, le rapport des forces étant nettement en faveur des partisans de la «démocratisation», laquelle se ferait tout en sauvegardant les institutions fascistes.

Les nostalgiques du fascisme sanguinaire en sont réduits (preuve de leur faiblesse) à commettre une série d'attentats terroristes.

Une manifestation près de Madrid a été sauvagement réprimée par la police : un blessé au bras par balle et un blessé à la tête dans un état très grave.

Le point principal où l'oligarchie espagnole est divisée c'est sur la question de la légalisation du PCE. Et cela est certainement à replacer dans le contexte de la rivalité des deux superpuissances pour l'hégémonie mondiale. Il y a fort à parier pour que l'impérialisme US multiplie les pressions auprès du gouvernement espagnol pour exclure le PCE du bénéfice de la «démocratisation». N'oublions pas que les USA ont un grand poids économique dans le pays.

Mais le social-impérialisme n'est pas inactif. En 1974, le volume du commerce de l'Espagne avec le COMECON a atteint 44 506 millions de pésétas : 15 247 pour les exportations, 29 259 pour les importations. Il est donc déficitaire pour l'Espagne. Mais, dans le domaine économique, le social-impérialisme russe n'est pas encore en mesure de damer le pion à son rival américain. Ce qu'il cherche, c'est à travers l'instabilité politique en Espagne, pêcher en eau trouble et étendre ses tentacules.



Se détournant des illusions révisionnistes la classe ouvrière espagnole compte sur ses luttes (manifestation des ouvriers du bâtiment à Madrid)

Dans la dernière période des liens se sont resserrés : inauguration d'une ligne de l'Aéroflot Madrid-Moscou, échange de journalistes : TASS à Madrid, EFE à Moscou. Et surtout l'intensification des activités d'espionnage. Selon Cambio 16 (hebdomadaire de «gauche») une vague d'espions du KGB est en train de submerger l'Espagne au point que les services secrets espagnols sont débordés. Il est clair que le social-impérialisme s'apprête à s'immiscer dans les affaires intérieures de l'Espagne à la faveur de l'instabilité politique actuelle. Après son échec au Portugal, il reporte ses efforts sur l'Espagne.

Quel rôle joue le PCE de Carrillo par rapport au social-impérialisme ? C'est aussi une question à cerner de près.

Sur le plan intérieur, les révisionnistes du PCE se sont faits, depuis de longues années, les apôtres de la «réconciliation nationale» et de la collaboration de classe. La Pasionaria a déclaré récemment : «Il est indispensable que les uns et les autres, *tous les Espagnols*, soyons capables de vivre ensemble pour que l'Espagne puisse regarder vers le futur».

Le PCE affirme qu'il n'a jamais été aussi fort. Mais selon Carrillo en cas d'élection, le PCE ne recueillerait pas 12 % des voix. Il pactise au sein de la *Coordination démocratique* avec trois partis d'extrême-gauche. Il faut préciser que lorsque l'un de ceux-ci avait fait la demande d'entrer dans la junte, le PCE s'y était opposé et qu'il a été contraint, mis en minorité, d'accepter sa présence ; Carrillo a déclaré récemment que ces groupes"marxistes-léninistes" : *«font partie de la famille»*. Avec eux, *«je ne crois pas que, dans la pratique, les différences soient très grandes (...) Nous devons travailler pour les amener à des positions démocratiques.»*

Par rapport au social-impérialisme, Carrillo semble plus «autonome» que le PCF et même le PCI. Rappelons que le PCE a souffert d'une scission pro-soviétique (Lister) qui a fondé le Parti communiste ouvrier espagnol. Mais il est clair aussi qu'après l'échec de Lister, le social-impérialisme a reporté ses billes sur le PCE, bien que Carrillo ne soit pas en odeur de sainteté à Moscou.

Sur les bases militaires en Europe, Carrillo déclare : *«Les bases, de l'un comme de l'autre côté, sont un témoignage de l'impérialisme* que l'Europe ne peut tolérer, parce que chaque pays a droit à l'indépendance.» Mais il dit aussi *«qu'elles tendent à disparaître»*. «Notre idée est qu'elles finiront par disparaître avec le temps. Je sais que, de l'un comme de l'autre côté, ils voient cela comme une utopie, mais je rappelle que les hérétiques d'aujourd'hui sont les saints de demain. *Les vraies raisons des USA et de l'URSS pour maintenir leurs bases dans d'autres pays ne s'invoquent pas...»*

Cela reste des déclarations pour rassurer la bourgeoisie espagnole et l'impérialisme US. Carrillo est également partisan de l'intégration de l'Espagne dans la CEE. C'est également un fait important mais là aussi c'est pour y jouer un rôle de cheval de Troie du social-impérialisme. Car à côté de cela, le PCUS reste un parti frère pour le PCE.

Sur «l'eurocommunisme», Semprun ancien membre du PCE (qu'il a quitté en 56) déclare :

«En fin de compte, l'eurocommunisme est aujourd'hui l'unique forme qu'a Moscou pour étendre son pouvoir et son influence en Europe. En tenant compte du partage du monde en deux blocs, avec ses zones d'influence, et le fait fondamental que Moscou ne veut ni révolutions ni affrontement armé direct avec les USA, les Russes ne peuvent envoyer leurs tanks à Rome pour installer Berlinguer au pouvoir, comme ils les envoyèrent à Budapest, Prague et autres lieux. Mais si Berlinguer et les siens arrivent au pouvoir en Italie, et le PCF en France, par des élections et sans que cela pose de problèmes trop graves, *cela représentera la victoire la plus complète de Moscou* depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale. *Les conditions du succès de l'opération c'est que Moscou apparaisse absente du jeu et les PC autonomes. (...)*

La participation des communistes dans les gouvernements de certains pays d'Europe du Sud ne va signifier ni la «révolution bolchevique» ni la fin du capitalisme (...) *Mais cela va signifier un virage de la politique de ces pays à des positions plus favorables aux intérêts de Moscou.* Et les PC sont très capables d'obtenir ce virage au nom d'une politique de «paix et d'amitié avec tous les peuples». Et cela est parfaitement compatible avec la «mission historique» du PC italien : sortir le capitalisme italien du chaos où il s'est mis. Si le national-communisme triomphe, tout l'équilibre des forces se romprait en faveur de Moscou et en faveur de la bureaucratisation à la soviétique de l'Europe. *Même si on admet — et c'est déjà beaucoup admettre — le désir sincère d'autonomie de certains secteurs communistes, les nouvelles contradictions qui vont surgir et le rapport de forces les obligeront à chercher appui à Moscou, c'est-à-dire à se soumettre.*

La «finlandisation» de l'Europe est en vue, et personne ne semble se rendre compte.»

Cet article de Semprun est paru dans Cambio-16, No 244 du 9-8-76.

Bien que le PCE soit peut-être le parti révisionniste d'Europe qui va le plus loin dans l'autonomie vis-à-vis du social-impérialisme, il n'en reste pas moins qu'il lui reste lié.

(A suivre.)

Directrice de publication : Suzanne Marty Distribution : NMPP IMP. La Nouvelle Dépôt légal : 3e trimestre 1976